

Lettre d'information  
n°2-2024

## Renforcer l'inclusion financière des réfugié-e-s, ou migrant-e-s temporaires intracontinentaux

### Editorial

« La croissance du nombre de demandeurs d'asile et de bénéficiaires de la protection internationale a mis à l'agenda la question de leur insertion professionnelle » Constatant, en France comme à l'international, le « refugee gap », c'est-à-dire les difficultés accrues pour l'accès à l'emploi des réfugiés ainsi que la lenteur, à profils identiques, de leur insertion professionnelle, la revue Socio-économie du travail en a fait l'objet de son dernier appel à contribution<sup>1</sup>.

Les recherches existantes font surtout état des difficultés que rencontrent les réfugiés, au risque d'un déclassement dans des métiers de bas niveau de qualification ou de leur relégation communautaire, faute de réseaux appropriés au contexte d'accueil. A contrario, leurs compétences en matière de savoir-faire informel ou de savoir-être sont rarement reconnues par les dispositifs d'accompagnement vers l'emploi.

De fait, cette question, à la frontière du travail et de l'emploi, demeure faiblement documentée, au Nord comme au Sud, alors que se multiplient les initiatives ou programmes, associatifs ou publics, afin d'accompagner l'insertion des réfugiés. Même si les expériences sont spécifiques et, à chaque fois, à resituer dans leur contexte, il est essentiel d'en assurer les retours d'expériences et de les capitaliser afin d'améliorer l'efficacité des politiques publiques qui les accompagnent.

#### LA FISONG-AFD « INCLUSION FINANCIERE DES MIGRANTS », DE QUOI S'AGIT-IL ?

L'instrument FISONG dont l'Agence française s'est dotée depuis 2008 vise à cofinancer des projets innovants dans le cadre de partenariats établis avec des ONG internationales<sup>1</sup>. Les projets financés visent à enrichir les processus de politiques publiques et à renforcer la prise en compte des initiatives de la coopération non gouvernementale. En complément, dans le prolongement des réflexions stratégiques engagées dans les domaines des interventions en zones de crise et de fragilité tout comme dans l'appui aux systèmes financiers, la FISONG 2021 vise pour l'AFD à organiser un **retour d'expérience** afin d'améliorer la capacité de l'agence à élargir ses interventions en matière d'inclusion financière des migrants.

L'hypothèse majeure relevée par la FISONG est que les populations migrantes vulnérables, au sens large (i.e. « réfugié-e-s, déplacé-e-s internes ou migrant-e-s économiques »<sup>ii</sup>), sont confrontées à des obstacles spécifiques en matière d'accès aux services financiers, notamment liés à leur trajectoire migratoire et à leurs lieux d'accueil. L'innovation dans le domaine de l'inclusion financière peut contribuer à lever ces obstacles et plus globalement à améliorer l'intégration socioéconomique de ces populations migrantes vulnérables. Dans le prolongement de la Lettre d'information n°1-2023, ce numéro aborde deux thématiques de capitalisation parmi les cinq retenues et qui feront l'objet des notes de synthèse de la capitalisation transversale, tout comme l'approche genre sur laquelle les projets ont structuré une première démarche.

\*\*\*

<sup>1</sup> <https://socioecotravail.hypotheses.org/>

## LE PROJET CERRANDO BRECHAS EN COLOMBIE



### Réalizations en cours

Au cours de l'année 2023, les activités se sont articulées autour des trois axes du projet, à savoir (i) le travail avec la population migrante dans les domaines de l'éducation financière et l'accès aux produits financiers, (ii) l'évaluation de l'offre financière pour la population migrante et l'identification de meilleures opportunités auprès de deux entités financières (*la Cooperativa Financiera -CFA- et Crezcamos*) (iii) la promotion des rencontres entre acteurs du secteur public, financier et social.

Les **applications numériques d'éducation financière<sup>2</sup>, Lista et Con Hector** ont été lancées avec succès. Ces deux applications ont été adaptées pour les rendre accessibles aux personnes ayant une déficience auditive et visuelle. Fin 2023, près de 1.300 utilisateurs ont été enregistrés sur l'application *Con Hector*. L'application *Lista* enregistre quant à elle près de 700 utilisateurs sur les cinq modules de formation que compte l'application. Fonctionnant comme un véritable « jeu sérieux » (« *serious game* »), l'utilisateur obtient une gratification à chaque progression dans la formation. Un module de simulation de portefeuille électronique a été développé spécifiquement pour ce projet. Parmi les cinq modules de formation, il est aussi celui qui a rencontré le plus de succès puisque près de 80 % des utilisateurs ont suivi ce module.



© HI Colombie/Fundacion Capital

Par ailleurs, les activités d'éducation financière se sont poursuivies sur l'année 2023 avec la formation d'une centaine de **leaders communautaires** et la mise en œuvre d'autant d'ateliers d'éducation financière animés par des leaders formés, permettant aux personnes migrantes et aux communautés d'accueil de renforcer leurs capacités financières et d'accroître leur confiance dans le système financier colombien.

Enfin, des activités d'information et de renforcement de capacités des institutions financières sur les spécificités de la finance à destination des réfugiés ont pu être mises en œuvre avec la sélection de deux institutions financières (*la Cooperativa Financiera -CFA- et Crezcamos*) afin de mettre en œuvre l'appui de la *SparkassenStiftung* dans le cadre de la réalisation d'un diagnostic détaillé sur leur situation actuelle et de la formulation de recommandations orientées vers une meilleure adaptation de leurs politiques, procédures et services auprès de la population migrante. Des actions de formation et d'échanges auprès des acteurs de la coopération et de la société civile ont également été mises en œuvre auprès du Haut-Commissariat pour les Réfugiés (HCR et de l'ONG *International Rescue Committee (IRC)*.



Formation à l'équipe technique d'IRC sur l'inclusion financière © HI Colombie/Fundacion Capital

<sup>2</sup> Voir Lettre d'information n°1

# ReFine

## Réalisations en cours

Les activités menées au cours des six derniers mois de l'année 2023 ont permis au projet de retrouver l'élan en partie perdu en raison des retards pris dans la mise en place des partenariats. Des activités clé sont en cours, telles que les travaux d'assistance technique aux IMF partenaires, la mise en œuvre des **Business Clinics** (programme de renforcement des capacités des réfugiés en entrepreneuriat), l'achèvement de la première série de formations en éducation financière, le début du processus de liaison avec les organisations de réfugiés (FSP-RLO), les travaux de renforcement des capacités du projet en matière de prise en compte du genre dans les activités.

Au cours de l'année 2023, le projet a contribué au développement des capacités des réfugiés à accéder aux services financiers. Les cinq associations de réfugiés partenaires ont accompagné un total de 1.550 réfugiés (404 hommes, 1 146 femmes) dans des programmes d'éducation financière afin de leur fournir les bases de la finance et de l'esprit d'entreprise.

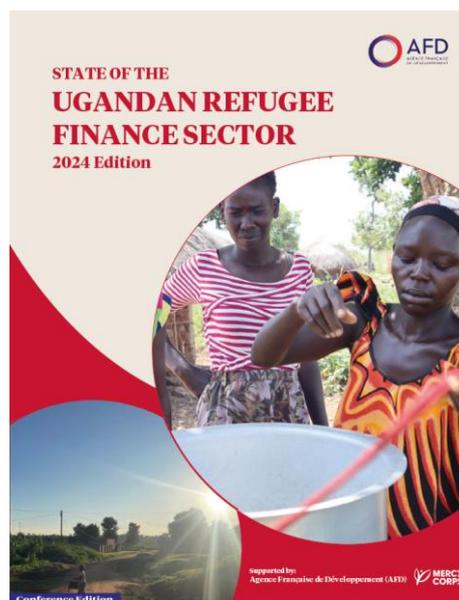
Les *Business Clinics*, en cours de mise en œuvre en 2024, permettront d'approfondir ces bases et d'acquérir des connaissances complémentaires en matière de gestion d'entreprise et de gestion des risques, afin de préparer les entrepreneurs au fonctionnement du secteur financier formel. Les réunions de liaison ont permis de présenter les groupes de réfugiés aux institutions financières et de faciliter les discussions sur les besoins et les aspirations des réfugiés en matière d'inclusion financière, ainsi que sur les engagements en lien avec l'utilisation d'un crédit pour créer ou développer son activité.

Des progrès notables ont été observés en matière de compréhension des besoins des réfugiés par les institutions financières afin de permettre à ces dernières de développer des produits financiers adaptés. Les travaux d'appui

technique aux institutions partenaires ont été réalisés. Ce volet s'est avéré essentiel pour mobiliser les institutions financières sur les changements nécessaires afin d'améliorer l'accès des réfugiés à leurs services.

Cette période a également permis l'édition du premier rapport du projet sur l'état du secteur financier des réfugiés (**State of the Sector Report**) qui rend compte de l'état actuel de l'inclusion financière dans le contexte local et mondial des populations déplacées et souligne les meilleures pratiques et leçons apprises dans le but de soutenir la croissance et le développement du financement des réfugiés. Le rapport a été préparé en 2023 et est, désormais, disponible<sup>3</sup>.

Le refinancement des institutions de microfinance sous forme de lignes de crédit a démarré en 2023. Près de 1,1 million de dollars ont été attribués aux institutions partenaires. A fin septembre 2023, les niveaux d'utilisation des lignes de crédit *Kiva* pour *UGAFODE*, *VisionFund* et *FINCA Uganda* s'élevaient, respectivement, à 49 %, 99 % et 11 %.



© Mercy Corps, 2024

<sup>3</sup> [State of the Refugee Finance Sector report 2024.](#)

**FOCUS SUR DEUX THEMATIQUES TRANSVERSALES : LES PROFILS FINANCIERS DANS LE CADRE DE L'INCLUSION FINANCIERE DES PERSONNES REFUGIEES ET L'IDENTIFICATION POUR AVOIR ACCES AUX SERVICES FINANCIERS**

**Connaître les profils financiers pour proposer une offre adaptée en matière de services financiers**

*Afin de connaître les profils des migrants pour proposer des services adaptés, quelles sont les apprentissages au niveau des projets ?*

En **Colombie**, les migrants vénézuéliens qui ne se dirigent pas de suite vers d'autres destinations, transitent, par étapes, d'une situation de détresse humanitaire vers un processus d'installation. Dans ce cas, l'emploi ou la possibilité d'engager des activités génératrices de revenus deviennent des enjeux essentiels pour stabiliser le processus d'intégration. Les générations récentes de migrants sont diverses. Les capacités pour développer une activité génératrice de revenus, d'une part, et l'expérience en matière d'inclusion financière d'autre part, sont hétérogènes. Le permis de protection temporaire des migrants (PPT) s'est avéré efficace pour l'accueil. Mais, faute de capacités propres à générer des revenus de façon autonome, la situation des migrants pourrait devenir délicate, à la fois pour les personnes elles-mêmes que pour les institutions qui les accompagnent. Or, parmi les barrières à l'insertion, l'accès aux services financiers constitue une « brèche » entre la situation des migrants et celle des populations locales. Face à ce défi, le projet « *Cerrando Brechas* » apporte différentes réponses. Une étude sur le comportement financier de la population migrante est en cours. Le suivi de l'utilisation des innovations financières proposées par le projet permet d'approfondir l'analyse des pratiques. L'appui des caisses d'épargne allemandes (*SparkassenStiftung*) doit permettre d'approfondir le diagnostic concernant l'inclusion financière des réfugiés auprès de deux institutions partenaires. Enfin, le projet recueille histoires de vie et retours d'expérience dans une perspective de

capitalisation sur l'inclusion sociale en termes de genre, de réfugiés et de personnes handicapées.

Dans le cas de **l'Ouganda**, les camps de réfugiés accueillent différentes nationalités : Sud Soudanais, Congolais, Burundais, Somaliens, Rwandais. La part des femmes varie en fonction des lieux d'installation. C'est à Kampala qu'on compte la part la plus importante de femmes réfugiées. Vivre à Kampala offre des opportunités économiques, de l'emploi et la possibilité d'accéder une variété de services. La vie y est plus chère et exige des moyens financiers importants, ce qui exerce une influence sur le profil socio-économique des réfugiés installés : les familles réfugiées sont moins nombreuses que dans les camps, le niveau d'éducation est plus élevé, de même que le taux d'équipement en smartphone. Une enquête met en évidence que le profil des dépenses des réfugiés est fortement déterminé par leurs caractéristiques socio-économiques. Les besoins alimentaires sont plus pressants dans le camp de Bidi Bidi, d'où l'intérêt des prêts fonciers qui y sont faits pour développer les activités agricoles, alors que le financement de l'entrepreneuriat semble plus recherché à Kampala. Le projet « *ReFine* » développe différentes actions autour de cette question. Une situation de référence, la « *Baseline Findings Overview* », a été établie en mars 2023. En complément, des études « *60 Decibels MFI Index* »<sup>4</sup> ont été mises en œuvre avec les institutions financières partenaires. Enfin, pour l'accompagnement de ces partenaires, le projet programme la mise en place d'une formation dédiée auprès des personnels ainsi qu'un accompagnement en matière de stratégie de promotion de produits adaptés aux différents besoins des réfugiés.

<sup>4</sup> <https://60decibels.com/>

## Disposer d'une identité pour avoir accès aux services financiers

*Dans les deux pays, qu'il s'agisse du permis de protection temporaire en Colombie ou de l'ID Refugee Card en Ouganda, de nombreuses difficultés se posent en matière d'authentification de l'identité des clients des institutions financières.*

Très souvent, les populations migrantes ne disposent pas de documents d'identité à leur arrivée. Ils sont soit perdus, volés ou n'ont pas été établis au départ. L'*ID Refugee Card* est, en théorie, reconnu par les entités financières. Mais il n'est souvent pas suffisant pour en garantir l'accès : barrières technologiques dans les entités financières (système d'information), procédures administratives, discriminations au guichet vis-à-vis de la population migrante.



© Journal ougandais « Monitor », 2019

Ainsi, les entretiens réalisés avec les responsables des institutions financières partenaires en Ouganda mettent en évidence leurs difficultés à réaliser la procédure d'identification à l'aide de l'*ID Refugee Card* car les cas de fraudes à l'identité avec cette simple carte plastifiée sont nombreux. Pour éviter les erreurs, les institutions financières partenaires procèdent à une validation systématique de l'identité de chaque demandeur auprès du bureau du Premier Ministre. Une *ID Refugee Card* peut mettre une à deux semaines à être vérifiée, ce qui rallonge considérablement le délai de traitement des demandes de services

financiers reçues par les institutions financières (FSP) et mobilisent leurs ressources.

En 2023, le gouvernement ougandais a redoublé d'efforts pour généraliser les *ID Refugee Card* biométriques, ce qui tend à amoindrir le problème. Tout nouveau statut de réfugié accordé s'accompagne désormais de ce document biométrique. En revanche, le renouvellement des anciennes cartes auprès des titulaires prend du temps car il s'agit de recontacter individuellement chaque personne réfugiée titulaire de l'ancienne carte. Le pourcentage des réfugiés titulaires de la nouvelle carte biométrique se situerait autour de 60 %<sup>5</sup>.

Un cas de figure identique se présente en Colombie. Le permis de protection temporaire des migrants vénézuéliens (PPT) est, en théorie, reconnu par les entités financières mais pas suffisant. En outre, l'année 2023 a été marquée par la fin de la validité du *Permiso Especial de Permanencia* (PEP) comme document d'identification valide pour accéder aux services publics et privés, ce qui a entraîné la « désinclusion financière » de certaines personnes qui n'ont pas pu accéder au PPT après l'expiration de leur PEP.

En février 2023, les services de migration colombiens (*la Migración*) ont lancé un « Plan Intégral » de régularisation afin de mettre en œuvre un Registre Unique des Migrants vénézuéliens (RUMV), comme étape initiale obligatoire pour tout candidat au *Permiso Especial de Permanencia* (PPT), seul document valide désormais pour prouver son identité en tant que migrant vénézuélien en Colombie. Néanmoins, pour utiliser ce document, les institutions financières ont encore à faire évoluer leur système d'information et de gestion (nombre de chiffres différents que ceux du numéro d'identité colombienne).

<sup>5</sup> Estimation de l'équipe de Mercy Corps obtenue auprès du bureau du Premier Ministre.

## L'INCLUSION FINANCIÈRE DES MIGRANT-E-S, UNE APPROCHE GENRE

### Des contraintes communes

Nombre de contraintes en termes de genre sont communes aux deux projets et à leurs contextes. En réponse, les projets ont développé des stratégies d'adaptation dans le cadre de leurs activités. Les inégalités liées au genre ont été mises en évidence dans le cadre d'un premier atelier d'échange en avril 2024. Elles se situent à différentes échelles (administrative, sécuritaire, institutionnelle, sociale, familiale, individuelle). Elles mobilisent des réponses de différentes natures, stratégiques, organisationnelles, méthodologiques, etc.

En Colombie, ont été soulignés les violences et harcèlements policiers et administratifs qui jalonnent le parcours des femmes. Face au manque d'information des migrantes, le projet *Cerrando Brechas* en Colombie a développé l'accès à un réseau d'information (*ConHector*) permettant aux migrantes d'anticiper les difficultés rencontrées à chaque étape de leur parcours dans le pays. Le constat des violences subies par les femmes lors de leur parcours migratoire a également été largement évoqué par les organisations de réfugiées (RLO) en Ouganda.

Au niveau social et familial, les contraintes en termes de genre pèsent lourdement sur les femmes migrantes et appellent des réponses adaptées. Au regard des stéréotypes de genre au sein des familles et des communautés, les femmes migrantes sont soumises, dans un contexte de vulnérabilité accrue, à une surcharge de travail liée à leurs obligations domestiques (alimentation, soin, éducation des enfants). Pour répondre à leur faible disponibilité, le projet *Cerrando Brechas* a mis en place un système d'accueil pour les enfants afin de permettre aux femmes de participer aux formations. Le projet *Refine*, pour sa part, entend développer un mode d'accès au crédit qui prend en compte les contraintes de temps des femmes grâce à des produits financiers

adaptés et flexibles (échéances, mobilité, garantie requise).

Une autre contrainte concerne la dépendance des femmes qui se trouvent confrontées à la réticence des hommes au moment où elles veulent ouvrir un compte bancaire. Par ailleurs, des violences basées sur le genre découlent parfois du sentiment de dévalorisation des hommes face à l'insertion économique des femmes. Au regard de ces contraintes, les deux projets ont souligné l'importance de l'implication des hommes de la famille (époux, oncles, frères) dans les appuis, les accompagnements et le mentorat auprès des femmes.

En conséquence, les stéréotypes de genre contribuent à limiter les capacités des femmes migrantes dans leur maîtrise des outils financiers et se traduisent, souvent, par des difficultés accrues dans l'utilisation du numérique alors qu'elles font face à un accès plus restreint au smartphone. En Ouganda, les femmes migrantes, notamment rurales, ont besoin d'un accompagnement renforcé pour mieux gérer leurs contraintes de temps et leurs obligations domestiques, ceci afin de mieux saisir les opportunités qui peuvent s'offrir à elles.

Enfin les institutions financières, les prestataires de services financiers et les organisations qui les accompagnent ont du mal à prendre en compte les enjeux liés au genre dans leurs activités. Face à ces faiblesses institutionnelles, le projet *Refine* en Ouganda apporte, à travers l'appui technique aux institutions de microfinance, un accompagnement afin de hiérarchiser les besoins des réfugiées. Le projet *Cerrando Brechas* en Colombie, a pour sa part, élaboré des boîtes à outils genre qui ont été mis à la disposition des partenaires.

## Et des contraintes propres aux contextes et aux projets

Les contraintes de genre sont également spécifiques aux différents contextes et demandent des adaptations propres à chacun des deux projets. A la différence du contexte colombien, caractérisé par une homogénéité plus importantes entre populations migrantes et populations hôte (langues, caractéristiques socioculturelles), le contexte ougandais comporte une plus grande diversité sociale, culturelle, religieuse et linguistique entre milieu urbain et rural, mais aussi entre les réfugié.e.s selon leur origine. Les contraintes de genre et les espaces pour agir du projet *ReFine* ne sont donc pas les mêmes pour les femmes sud-soudanaises ou pour les femmes congolaises, burundaises et ougandaises. Une telle diversité requiert des adaptations dans les modes d'intervention afin de permettre à ces différentes catégories de femmes d'avoir accès aux documents administratifs, aux smartphones et aux outils numériques, ou d'utiliser les services financiers numériques et d'accéder aux prêts.

Afin de s'adapter aux faibles capacités financières et à l'absence de garantie des migrant.e.s, les institutions de microfinance (*Vision Fund*) partenaires du projet *ReFine* ont développé des approches adaptées comme les groupes d'épargne-crédit (*Saving-Groups*). Si ces modalités d'accès sont adaptées au contexte de publics en vulnérabilité élevée, des dysfonctionnements ont été observés. Certaines élites communautaires ont tendance à y accaparer pouvoir et financements au détriment des femmes plus vulnérables. Le projet accompagne la mobilisation des institutions financières afin de contrecarrer une telle tendance. L'expérimentation des « Business Clinics » et des « Digital Clinics » progressivement mis en place apparaît comme une spécificité du projet *Refine*. Le dispositif s'appuie sur la conception d'un modèle, la sélection et la formation des formateurs, la définition des critères d'admission, l'identification des domaines d'appui adaptés

aux réfugié.e.s. Les pratiques développées pour prendre en compte les contraintes et les besoins spécifiques en termes de genre dans l'ensemble de ces domaines seront à mettre en valeur et à partager.

Le projet *Cerrando Brechas* en Colombie expérimente le recueil d'histoires de vie des réfugiées dans le cadre de son dispositif de suivi-évaluation reposant sur une démarche qualitative (*Making it Work*), notamment dans le cas des leaders communautaires et des porteuses de projet accompagnées par le projet. Il s'agit de suivre les pratiques financières et les trajectoires des réfugiées, notamment dans le développement de leurs capacités et de leur *empowerment* au sein de leur famille et de leur communauté. Une telle démarche s'avère complémentaire du suivi quantitatif des résultats pour mieux comprendre les dynamiques spécifiques en termes de genre.

## Les pistes d'approfondissement

La grande majorité des migrant.e.s ont encore recours au crédit informel. Dans quelle mesure les migrantes confrontées aux difficultés précédemment évoquées, ont-elles davantage recours au crédit informel que les migrants ? Il sera important d'analyser les données désagrégées en termes de genre à ce niveau. Au regard des risques de surendettement, de mise en dépendance et de harcèlement des femmes assujetties à ce mode de financement, il s'agira de mettre en évidence les pratiques ayant pu réduire ces inégalités de genre.

Par ailleurs, les modalités d'accès au foncier agricole pour les réfugiés sud-soudanais en Ouganda, pourraient faire l'objet d'une approche en termes de genre. Dans quelle mesure les femmes réfugiées, notamment chefs de famille, ont-elles la possibilité d'accéder à la terre ? Comment mieux prendre en compte leurs spécificités à ce niveau et dans le financement qui les accompagne ?

\*\*\*

## UNE VEILLE TECHNIQUE ET SCIENTIFIQUE AU SERVICE DE LA CAPITALISATION

L'IRAM déploie, dans le cadre de la FISONG, une veille internet<sup>6</sup> afin d'élargir l'information scientifique et technique dont disposent les acteurs des deux projets. Parmi la douzaine de travaux sélectionnés chaque trimestre, deux exemples en illustrent l'intérêt :

« **Financial Inclusion for Forcibly Displaced persons: The Impact of Aid Conditions** », Chandan Kumar Roy, *Quartely on refugee Problems*, 2023, vol.62-Issue4. Cet article d'un chercheur de la Banque centrale du Bangladesh étudie les articulations entre inclusion financière et aide au développement pour les personnes réfugiées et déplacées de force. A partir des données de 74 pays, la modélisation que l'article développe conforte l'hypothèse d'une articulation entre les deux modalités et, par-là, renforce la portée de l'inclusion financière, d'où l'importance du développement de partenariats internationaux pour l'atteinte de cet objectif.

**Políticas públicas en el nivel local con el enfoque del Pacto Mundial para la migración**, Laura Gottero, Bureau régional de l'OIM-

**Amérique du Sud.** Ce guide alimente le plaidoyer en faveur de l'implication des collectivités territoriales comme acteurs du pacte mondial sur les migrations<sup>7</sup>. En effet, ces collectivités représentent un échelon essentiel des politiques publiques, qu'il s'agisse de l'accès aux services de base, l'inclusion et la cohésion sociale ou la réduction des vulnérabilités en faveur des migrants. Pour traduire cet échelon en politiques effectives, le guide s'appuie sur un ensemble de références dont certaines se penchent sur l'intégration socioéconomique des femmes au travers de la formation professionnelle et de l'inclusion financière (Equateur, Venezuela et Colombie). Le guide argumente également en faveur d'une implication accrue de la coopération internationale autour de cette question d'intérêt commun (interdépendance), d'un renforcement de la cohérence entre les différents niveaux de politiques publiques ainsi que sur le dialogue et la promotion « d'alliances » multi-acteurs associant, entre autres, les organisations de migrants et les communautés locales.

La capitalisation transversale des projets de la FISONG-AFD « Inclusion financière des migrant-e-s », supervisée par la Division « Systèmes financiers » de l'Agence française de développement ([www.afd.fr](http://www.afd.fr)), est pilotée par une équipe de l'Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement ([www.iram-fr.org](http://www.iram-fr.org)) composée de François Doligez, Youssef Makrouf, Agnès Lambert et Liora Stührenberg. Au niveau des projets, sont associés aux travaux de la capitalisation transversale : Marcela Carvajal cheffe de projet Humanity and Inclusion en Colombie ([www.hi.org](http://www.hi.org)), Daniela Pradilla de la Fondation capital en Colombie ([www.fundacioncapital.org](http://www.fundacioncapital.org)) et, en Ouganda, David Darkwa, chef de projet Mercy Corps ([www.mercycorps.org](http://www.mercycorps.org)). Pour tout complément, [l.stuhenberg@iram-fr.org](mailto:l.stuhenberg@iram-fr.org)

<sup>i</sup> <https://www.afd.fr/fr/financements-projets-ong>. L'instrument FISONG a donné lieu à une évaluation en 2020 (Ex-post AFD n°85, décembre 2020) ainsi qu'à une étude complémentaire en matière de cohérence menée par le groupe Pluricité et publiée en septembre 2021 (toutes deux disponibles sur le site [www.afd.fr](http://www.afd.fr)).

<sup>ii</sup> Pour faciliter la lecture de la Lettre d'information, lorsqu'il est fait référence à des personnes au regard de leur statut (migrant, réfugié, déplacé) ou de leur profession (agriculteur), le propos s'applique indifféremment du genre des personnes considérées. Le genre n'est spécifié que dans les cas où cela est nécessaire.

<sup>6</sup> Se reporter, pour la méthodologie, la Lettre n°1-2023.

<sup>7</sup> <https://www.un.org/fr/migration2022/global-compact-for-migration>.